



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

---

#### **PRESTATIONS DE SECURITE HUMAINE POUR LE CAMPUS DE L'ILLBERG DE L'UNIVERSITE DE HAUTE- ALSACE**

---

**Université de Haute Alsace**  
2 rue des Frères Lumière  
68093 MULHOUSE CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de sécurité humaine sur le campus de l'Ilberg (Mulhouse) de l'Université de Haute-Alsace. ....	4
Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur « Université de Haute-Alsace », représentée par M. Pierre-Alain MULLER, Président. ....	4
Les exigences techniques relatives à l'exécution de ces prestations sont fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). ....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	4
1.4 - Non-exclusivité .....	4
1.5 - Interventions ponctuelles .....	4
1.6 - Représentants des parties .....	4
1.6.1. Représentant de l'acheteur : .....	4
1.6.2. Représentant du titulaire .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Structure et forme du contrat .....	5
3.1 - Nature de la prestation .....	5
3.2 - Forme du contrat .....	5
3.5 - Clause de réexamen .....	6
4 - Durée du contrat et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée du contrat .....	6
4.2 - Délai global d'exécution des prestations .....	6
4.3 - Délais d'exécution .....	6
5 - Prix .....	7
5.1 - Nature des prix .....	7
5.2 - Modalités de variation des prix .....	7
5.3 - Contenu des prix .....	8
6 - Modalités de règlement des comptes .....	8
6.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	8
6.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
6.3 - Délai global de paiement .....	9
6.4 - Paiements des cotraitants .....	9
6.5 - Paiements des sous-traitants .....	10
6.6 - Retenue de garantie .....	10
6.7 - Avance .....	10
7 - Obligations du titulaire .....	10
7.1 - Protection de la main d'œuvre .....	10
7.2 - Obligation de vigilance .....	10
7.3 - Réparation des dommages et assurances .....	11
7.5 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	12
7.6 - Protection des données à caractère personnel .....	12
7.7 - Personnel employé .....	12
7.8 - Obligation de résultat .....	12
8 - Vérifications et admission des prestations .....	12
8.1 - Opérations de vérification .....	12
8.2 - Admission des prestations .....	13
10 - Pénalités .....	13
11 - Résiliation du contrat .....	14

11.1 - Conditions de résiliation .....	14
11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	14
11.3 - Règlement à l'amiable des litiges .....	14
12 - Règlement des litiges et langues .....	14
13 - Dérogations .....	15

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de sécurité humaine sur le campus de l'illberg (Mulhouse) de l'Université de Haute-Alsace.

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur « Université de Haute-Alsace », représentée par M. Pierre-Alain MULLER, Président.

Les exigences techniques relatives à l'exécution de ces prestations sont fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Les prestations ne font l'objet d'aucun allotissement.

**Le contrat comporte en une tranche optionnelle : fermeture des bâtiments O et P.**

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera accordée en cas de non affermissement de la tranche optionnelle.

## **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **1.4 - Non-exclusivité**

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité. Pour des besoins occasionnels de faible montant, l'Acheteur se laisse la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que celui ou ceux titulaire(s) de l'accord-cadre.

**Le montant cumulé de tels achats ne pourra pas dépasser 4 000,00 € HT.**

## **1.5 - Interventions ponctuelles**

Le titulaire chiffrera au BPU les prestations ponctuelles ou exceptionnelles qui pourraient être demandées par l'acheteur au cours du présent marché.

## **1.6 - Représentants des parties**

### **1.6.1. Représentant de l'acheteur :**

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché.

Université de Haute-Alsace  
Représenté par Monsieur Pierre-Alain MULLER, Président  
Direction de la Gestion du Patrimoine Immobilier  
68093 MULHOUSE Cedex

### **1.6.2. Représentant du titulaire**

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs

suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières éventuelles,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles,
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations,
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le plan de prévention,
- Les devis du titulaire,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les bons de commande signés par la personne habilitée par l'Acheteur.

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

## **3 - Structure et forme du contrat**

### **3.1 - Nature de la prestation**

Les prestations relèvent d'un marché de services.

### **3.2 - Forme du contrat**

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2161-1, R2161-3 2°, R2161-4 et 5 du Code de la commande publique.

Le marché donnera lieu à un marché traité à prix mixtes :

- Les prestations régulières relatives à la sécurité humaine seront traitées à prix global et forfaitaire. Ces prestations régulières seront rémunérées selon la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Les prestations relatives aux interventions ponctuelles et aux interventions d'urgence seront traitées à prix unitaires. Ces prestations ponctuelles seront rémunérées sur devis transmis par le titulaire

Pour les interventions ponctuelles et d'urgence, le marché prend la forme d'un accord-cadre qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique.

**Le titulaire s'engage en ce sens à transmettre un devis dans un délai de 48 heures à compter de la demande. Un bon de commande sera ensuite envoyé au titulaire pour chaque prestation ponctuelle.**

Les montants susceptibles d'être commandés au cours de la période contractuelle sont les suivants :  
**montant minimum : 2 000,00 € HT / montant maximum : 40 000,00 € HT.**

Les bons de commande seront signés par la personne habilitée par l'Université de Haute-Alsace.

Le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

### **3.5 - Clause de réexamen**

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les conditions financières du titulaire pourront être mises à jour par voie d'avenant, notamment en cas de nécessité de rajouter des positions. Le nombre de positions supplémentaires ne pourra pas excéder 100% du nombre des positions initialement prévues. De plus, les modifications de contrat de ce type ne pourront survenir qu'une fois par trimestre.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale. Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix par avenant. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues aux contrats dans leur niveau de qualité ou de prix.

Si, au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique alternative notamment liée à l'innovation en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition du titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

## **4 - Durée du contrat et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

Le contrat est conclu à compter de sa notification jusqu'au 31 octobre 2026. A titre informatif, la notification du marché devrait être effective vers le 1<sup>er</sup> octobre 2025.

Le contrat ne fera pas l'objet d'une reconduction.

**Les bons de commandes émis avant le 31 octobre 2026 pourront s'exécuter au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026.**

### **4.2 - Délai global d'exécution des prestations**

Les prestations forfaitaires sont exécutées par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **4.3 - Délais d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations ponctuelles sera fixé sur chaque bon de commande.

## 5 - Prix

### 5.1 - Nature des prix

Le marché donnera lieu à un marché traité à prix mixtes :

- Les prestations relatives à la sécurité humaine sont traitées à prix global et forfaitaire. Ces prestations régulières seront rémunérées selon la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du titulaire.
- Les prestations relatives aux interventions ponctuelles et aux interventions d'urgence sont traitées à prix unitaires. Ces prestations ponctuelles seront rémunérées selon les éventuels devis envoyés par le titulaire en cours de marché.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (07/2025) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix du contrat sont révisables à la hausse comme à la baisse par application de la formule suivante :

$$P_r = P_o \times (BtoB_m / BtoB_o).$$

Dans laquelle :

$P_r$  = prix révisé ;

$P_o$  = prix initial ;

$BtoB_m$  = valeur de l'index de référence au mois de réalisation des prestations ;

$BtoB_o$  = valeur de l'index de référence au mois correspondant au mois zéro (07/2025).

La révision sera effectuée sur chaque facturation mensuelle et sera opérée sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index utilisé est le suivant :

Code	Libellé
BtoB	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée Base 2021 – identifiant 010766602

Cet index est consultable sur le site internet de l'INSEE : l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766457>

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales millièmes supérieur :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée,
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

**Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.**

En complément de cet article et dans le cas où des modifications de quelque objet ou nature que ce soient ou toute autre modification légales ou réglementaires, auraient pour effet d'entraîner une augmentation des coûts du titulaire, les deux parties seront invitées à échanger afin d'ajuster le prix en conséquence. Une telle modification sera formalisée par voie d'avenant, sur présentation de justificatifs apportés par le titulaire.

### 5.3 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques, les marges bénéficiaires.

## 6 - Modalités de règlement des comptes

### 6.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS. Les acomptes pourront être versés mensuellement. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire au titre des prestations seront réglées sur présentation d'une facture mensuelle détaillée, adressée à la DGPI.

Les bâtiments de l'Illberg sont actuellement regroupés tels que :

- GYMNASÉ UNIVERSITAIRE : Bâtiment A ;
- DGPI : Bâtiment B (Maison de l'Université), Q (Maison de l'Etudiant) et E (anciennement Bâtiment Maths) ;
- LEARNING CENTER : Bâtiment C.
- EPS : Bâtiment D ;
- FLSH : Bâtiments F (Amphithéâtres) et H (FLSH) ;
- SERFA : Bâtiment G ;
- ENSISA : Bâtiments I (ENSISA Lumière) et M (ENSISA Werner) ;
- FST : Bâtiment K ;
- ENSCMu : Bâtiment P (Ecole de Chimie) et Bâtiment O (Institut de Recherche Jean-Baptiste Donnet) ;

Cette répartition est susceptible d'être modifiée en fonction des changements d'affectation des locaux. Ces changements seront contractualisés par avenant le cas échéant.

Les sommes dues au titulaire au titre des prestations ponctuelles exécutées sur bons de commande (devis) seront réglées par la composante concernée, sur présentation d'une facture mensuelle.

Ci-dessous les codes services dans le cadre des demandes de paiement des prestations sur CHORUS PRO :

Code Service	Composante	Contact
901	FST	Martine ANNINO
902	FLSH	Claire IPARRAGUIRRE
908	SERFA	Sandra DILLESEGER
912	ENSCMu	Rebecca MEYER
916	ENSISA	Stephanie RENGIER
925	LEARNING CENTER	Chantal LOCK
930	DGPI	Annie KUBLER



## 6.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19681166500013
- Code service (pour les prestations de sécurité humaine) : 930
- Code service (pour les autres prestations) : voir article 6.1

## 6.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 6.4 - Paiements des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **6.5 - Paiements des sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ses prestations à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **6.6 - Retenue de garantie**

Il n'est demandé la constitution d'aucune sûreté par le titulaire.

## **6.7 - Avance**

Le titulaire pourra formuler une demande d'avance dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

# **7 - Obligations du titulaire**

## **7.1 - Protection de la main d'œuvre**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main- d'œuvre est employée.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **7.2 - Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### **7.3 - Réparation des dommages et assurances**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

En cas d'évènement de force majeure (définition retenue par la jurisprudence française), les parties s'informent mutuellement et prennent les décisions qui s'imposent pouvant aller jusqu'à la suspension du contrat si l'exécution des obligations est impossible.

Le titulaire ne saura être tenu responsable, et aucune indemnité ne pourra lui être demandée, au titre de manquements ou conséquences dommageables quelconques dus à des causes étrangères telles que cataclysme naturel, tremblement de terre, incendie, détournement d'avion, acte de guerre ou de terrorisme, conflit social et de tout autre événement irrésistible, sans que cette liste puisse être considérée comme limitative.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 8.3 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **7.5 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **7.6 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### **7.7 - Personnel employé**

Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire s'engage à fournir la liste des noms de ses employés susceptibles d'intervenir sur site en précisant pour chacun leurs domaines de compétences et leurs compétences spécifiques dont les habilitations ou accréditations. Il s'engage également à fournir l'ensemble de ces accréditations et habilitations nominatives à jour sous un délai de 15 jours calendaires. Il s'assure en outre que les employés missionnés ont les compétences nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir les informations mises à jour dès qu'un changement a lieu en cours de contrat (changement de personnels, renouvellement de formation, etc.).

### **7.8 - Obligation de résultat**

Le prestataire devra procéder à l'exécution de toutes les prestations prévues au CCTP. Le prestataire devra également procéder à l'exécution de toutes les prestations imprévues et exceptionnelles (Vigipirate, mouvements sociaux, crise sanitaire etc.) qui seraient nécessaires pour assurer l'accueil, et la sécurité physique des biens et des personnes, ceci sans pouvoir prétendre à aucune augmentation de prix pour raison d'oubli, d'erreur, quelle qu'en soit la cause à l'exception des cas de forces majeures ne pouvant lui être imputés. Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation de l'établissement (horaires spécifiques, limitation d'accès et/ou de sortie, personnel, visiteurs, fournisseurs, entreprises) tels que décrit dans le CCTP. Quelles que soient les circonstances (arrêt de travail de son personnel, perturbation des transports en commun, intempéries, etc.) le prestataire sera tenu d'assurer sans interruption, les prestations prévues au CCTP.

## **8 - Vérifications et admission des prestations**

### **8.1 - Opérations de vérification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution du service par le représentant de chaque composante ou tout personnel autorisé, en application des dispositions de l'article 29 du CCAG-FCS. Le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

## 8.2 - Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification tant quantitatives que qualitatives et par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, la décision d'admission sera formalisée par l'acceptation de la facture présentée par le titulaire.

**Par principe, cette acceptation emporte la validation du respect des délais d'exécution du bon de commande. Toutefois, en cas de franchissement desdits délais, la facture sera validée mais les pénalités visées à l'article 10 du présent CCAP pourront être appliquées.**

Si la prestation n'est pas jugée satisfaisante au regard des stipulations du CCTP, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire une décision motivée d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sommant celui-ci de remédier aux manquements ou défauts constatés. En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

## 10 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG-FCS, la notion de « manquement » inscrite ci-dessous fait référence aux accords contractuels initiaux (pièces du marché), complétés et/ou amendés lors des réunions ou notification écrites durant la vie du marché. La notion de « manquement » signifie « à chaque constat d'un manquement ».

Fait générateur	Pénalité appliquée
Retard dans l'exécution (au-delà de 15 minutes)	50 € / Retard
Absence d'un agent (en nombre au regard de l'équipe prévue)	150 € / Manquement
Qualification des agents en place inadéquates ou non à jour	150 € / Manquement
Absence de matériel à disposition des agents (torche, talkies, ...)	100 € / Manquement
Attitude des agents non appropriée	100 € / Manquement en cas de récurrence des manquements
Ronde non effectuée ou mal effectuée	100 € / Manquement
Main courante non complétée ou mal complétée	100 € / Manquement
Non-respect des consignes	150 € / Manquement
Perte ou dégradation du matériel fourni par l'université (badge, clés, talkie...)	100 € / Manquement
Non-respect du délai d'établissement et de transmission des devis à l'université	50 € / Jour de retard constaté

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités définies au contrat sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant maximum des pénalités cumulées ne peut pas excéder 5 % du montant total HT du contrat. Si ce plafond venait à être atteint, les parties pourront se rencontrer afin de mettre en place un plan d'action et, le cas échéant, le marché pourrait être résilié.

## **11 - Résiliation du contrat**

### **11.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **11.3 - Règlement à l'amiable des litiges**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiables des litiges compétent (articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

## **12 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
67070 STRASBOURG

Téléphone : 03 88 21 23 23  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)  
Télécopie : 03 88 83 64 44 66

Site internet : [strasbourg.tribunal-administratif.fr](http://strasbourg.tribunal-administratif.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **13 - Dérogations**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les stipulations du présent CCAP demeurent pleinement applicables.